REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 05 au 11 janvier 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Interviews du SG COI Prof Marimoutou.....2
- « Investir dans les secteurs productifs et aussi dans l'éducation, la santé, l'environnement »

1.2 Pêche : Projet Ecofish..... 4
- LANCEMENT OFFICIEL DU PROGRAMME E€OFISH

2. Centres d'Intérêts

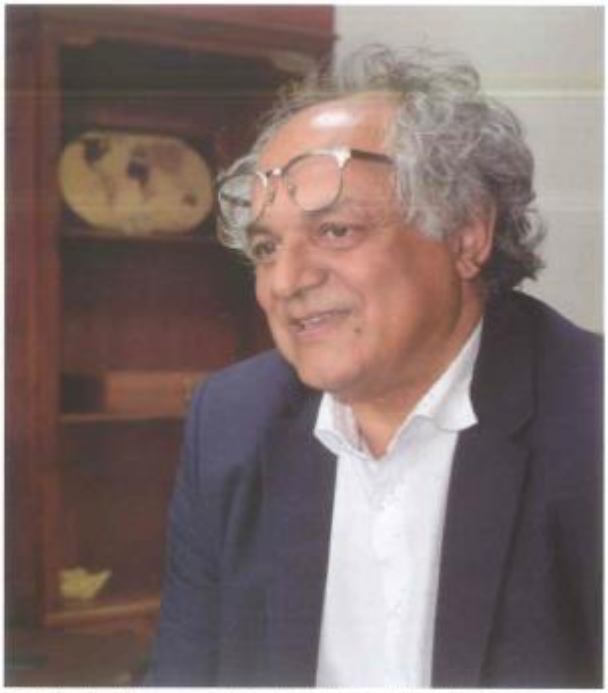
2.1 Energies renouvelables.....6
- 2 centrales solaires et 2 barrages hydrauliques attendues cette année

2.2 Agriculture.....7
- Vanille Bourbon : Protéger l'or brun de Madagascar des maladies et des ravageurs

2.4 Environnement.....10
- Threats of FADs on our fragile marine ecosystems

2.5 Santé.....12
- Les Seychelles lancent la première campagne de vaccination, en Afrique, contre le Covid-19
- Bilan coronavirus : 234 nouveaux cas et cinq décès en une semaine
- 7décés à Mwali, vigilance recommandée

"Investir dans les secteurs productifs et aussi dans l'éducation, la santé, l'environnement"



Prof. Vêlayoudom Marimoutou, *Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien*

Le Secrétaire-Général de la Commission de l'océan Indien a pris ses fonctions au mois de juillet 2020. Dans son entretien, le Prof. Vêlayoudoum Marimoutou nous parle des priorités de la COI, de la relance économique dans la région, et d'une nouvelle dimension dans la coopération Post Covid 19.

Vous avez pris les commandes du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien le 16 juillet dernier pour un mandat de quatre ans. Quelles sont vos priorités ?

En vérité tout est prioritaire parce que tout est interdépendant. Cela dit, mon mandat s'articulera autour de trois grands axes : la sécurité, le climat et la biodiversité et l'économie. La sécurité car c'est un sujet qui concerne tous les citoyens de l'Indianocéanie. Elle ne se limite pas à la sécurité maritime mais elle reste néanmoins centrale d'autant que notre rapport à l'océan a changé; c'était hier une contrainte, c'est aujourd'hui un champ d'opportunités. La surveillance de nos espaces maritimes est essentielle. C'est ce que nous faisons notamment avec l'Union européenne (UE) au travers du programme MASE*. Et puis la sécurité, c'est aussi la stabilité politique, et dans ce sens, nous travaillons avec l'Agence française de développement (AFD) à l'élaboration d'un projet paix, stabilité et gouvernance. Il est évident que c'est le socle même de tout développement et il est essentiel que notre région demeure une zone de paix.

Puis, il y a les changements et dérèglements climatiques. L'Indianocéanie est la 3ème région du monde la plus à risque face aux catastrophes naturelles. Il y a un lien tangible entre l'écologie et l'économie: pêche, tourisme, aménagements côtiers, agriculture, etc... Le climat et la biodiversité en ce sens constituent le capital premier de l'Indianocéanie. C'est un capital naturel qui est un capital économique.

Enfin, troisième point, l'économie. Avec l'impact de la Covid-19, la question qui se pose aujourd'hui est celle des conditions de la relance. Nous devrons décider si nous souhaitons faire comme avant ou au contraire, aller vers de nouveaux circuits, produire et consommer différemment et

MASE- Programme pour la promotion de la sécurité maritime.*

donc aller vers une croissance plus inclusive. La COI a été mandatée pour proposer un plan de relance qui devra nécessairement impliquer les administrations nationales et aussi, les acteurs économiques. Cet agenda économique, c'est nécessairement celui d'une connectivité améliorée qui doit participer de notre compétitivité régionale. C'est aussi un agenda qui doit donner une place importante au secteur privé, avec lequel nous travaillons de plus en plus notamment avec CapBusiness océan Indien, et aussi aux partenariats publics-privés qui permettent de réaliser des projets structurants pour l'emploi et la croissance.

En tant qu'universitaire et ancien recteur, vous avez nécessairement un intérêt particulier pour l'éducation...

Effectivement, l'éducation comme la santé sont des biens communs. Ce sont des éléments structurels du développement. Pour la santé, on l'a vu avec la Covid-19, il est essentiel de faire preuve de solidarité, de partager les informations et de renforcer les capacités de prévention et de riposte. C'est tout l'objet de notre réseau SEGA* - One Health qui a montré son utilité concrète.

Pour ce qui est de l'éducation, c'est un besoin premier. Le monde d'aujourd'hui, mondialisé et numérique, est un monde de l'intelligence, de la connaissance. Il est essentiel de rendre accessible les apprentissages, les formations, l'information pour former les citoyens et des compétences diversifiées, nouvelles et solides pour répondre aux besoins de développement de nos îles. Parallèlement, c'est aussi la question de la mobilité et de la circulation des hommes, des biens et services et, bien sûr, des idées qui doit trouver des réponses adaptées et respectueuses des souverainetés.

Il existe des disparités au niveau du développement au sein des membres de la COI. Comment, à votre avis, peut-on combler ces disparités ?

Avant même de parler de disparités de développement, il faut bien noter qu'il y a aussi des différences propres à chacun des États membres de la COI. Nous avons certes, des patrimoines partagés, des défis communs, mais nous avons aussi nos spécificités. C'est ce qui fait la richesse de l'Indianocéanie.

Il serait intéressant que nous apprenions les uns des autres les raisons des succès ou des freins dans les parcours de développement de chacun de nos pays. Il n'y pas de recette miracle mais il apparaît néanmoins essentiel de mobiliser les investissements publics et privés dans les secteurs productifs et peut-être plus encore, dans ce qui est souvent perçu comme des postes de dépenses, à savoir l'éducation, la formation, la santé et la préservation des milieux naturels.

Seul, chaque État membre ne peut faire face à certains défis. La COI a donc une responsabilité d'accompagnement de ses États membres afin de les rendre plus résilients. Comment ? Via la mise en œuvre de projets couvrant plusieurs secteurs, en fonction des besoins émis par les États, et avec l'appui apprécié de nombreux partenaires au développement tels que l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque mondiale, etc...

Promouvoir les échanges au sein de la région signifie aussi bonne connectivité. Or, c'est un problème qui est toujours débattu, mais pas résolu. Peut-on prévoir des développements dans ce secteur ?

Le premier grand développement, et j'en ai été témoin, c'est la connexion du câble METISS à Maurice. C'est tout de même le câble le plus puissant de la sous-région qui relie Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud. C'est un exemple concret de la capacité de mobilisation de la COI, de sa capacité à structurer un projet d'envergure avec le secteur privé (dont Emtel et CEB FiberNet de Maurice, ndlr). C'est une infrastructure qui n'apporte pas qu'une révolution numérique. C'est une révolution de société puisqu'il sera possible de faire de l'éducation différemment, de faire de la santé différemment, d'innover et d'accroitre la productivité dans le secteur des services.

Concernant le maritime, la COI bénéficie d'un soutien du Japon pour engager les parties prenantes publiques et privées de la région dans des consultations sur le transport maritime régional. Il s'agira de trouver un modèle qui réponde à nos besoins compte tenu de l'évolution du secteur au niveau international qui pourrait conduire à la marginalisation graduelle de certaines, voire toutes nos îles.

Et puis la connectivité c'est bien sûr l'aérien. Et la pandémie de Covid-19 a montré les fragilités intrinsèques du secteur. Faut-il continuer avec les égoïsmes nationaux et la fierté de faire voler des compagnies nationales déficitaires ou bien réinventer le secteur, opter pour une compagnie régionale ? Le plaidoyer a été fait par la COI en 2012. Le statut quo n'est pas une option. L'Alliance Vanille des transporteurs aériens créée en 2016 a montré les limites d'une coopération entre concurrents. Il faudra donc se décider à utiliser des gros mots comme fusion, partenariat stratégique, ouverture du ciel, ...

Comment la COI envisage t- elle cette nouvelle ère de coopération Post Covid-19 ?

Malheureusement,les pandémies ou épidémies révèlent souvent, pour nos États insulaires, nos vulnérabilités et ce besoin, cette nécessité même, de partage des connaissances, de compétences et de technologies. C'est d'ailleurs à la suite de l'épidémie de Chikungunya qui avait fortement touché notre région

SEGA - Surveillance épidémiologique et gestion des alertes.*



Prof. Vilayaudom Marimoutou, *Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien*

que le projet de santé publique de la COI et le Réseau SEGA-One Health, avec l'appui de l'AFD, ont vu le jour.

La crise Covid-19 a une nouvelle fois soulevé ce besoin de coopération régionale. Comme vous le savez sûrement, la COI, avec l'appui de l'AFD, a très rapidement mis en place un plan d'urgence. Ce dernier était mis en œuvre via le Réseau SEGA-One Health, bras santé de la COI.

Pour ce qui est du post Covid-19, la COI entend travailler sur le long terme. Il s'agit en effet d'un défi aux multiples facettes qui va bien au-delà d'un simple problème sanitaire. Ce sont nos populations qui sont touchées mais aussi l'économie, le climat, l'agriculture, l'accès à l'éducation, la sécurité alimentaire, et autres qui sont impactés par cette pandémie. C'est donc une démarche de soutien à la reprise régionale qui a été enclenchée avec notamment le projet « Entrepreneuriat et coopération commerciale », avec l'UE.

La COI entend également poursuivre ses actions en faveur de la résilience de nos États insulaires. En effet, l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, la pêche durable ou encore la protection de la biodiversité seront plus que jamais nécessaires pour accompagner des communautés déjà fragilisées par les multiples conséquences du Covid-19.

" Avec l'impact de la Covid-19, la question qui se pose aujourd'hui est celle des conditions de la relance. Nous devrons décider si nous souhaitons faire comme avant ou au contraire, aller vers de nouveaux circuits, produire et consommer différemment et donc aller vers une croissance plus inclusive."

Propos recueillis par Aaness Ibrahimsah
Manager-Communication et Coopérations Internationale

LANCEMENT OFFICIEL DU PROGRAMME E€OFISH



Le programme E€OFISH bénéficie de 28 millions € sur 4 ans (jusqu'en septembre 2024).

Le 09 décembre dernier, le programme E€OFISH* a été lancé à Port Louis en présence de Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne pour Maurice et les Seychelles, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) et Nandcoomar Bodha, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de Maurice.
Après les programmes SmartFish (photo) et SWIOFISH, E€OFISH a pour mission d'appuyer des actions de pêche durable dans une vaste zone dépassant l'océan Indien occidental. Partant du principe naturel que les stocks de ressources halieutiques ne connaissent pas les frontières, les différents experts ont mis en place des actions de préservation holistiques. C'est ainsi que les pays bordant les lacs Victoria et Tanganyika et ceux de l'océan Indien sont invités à travailler de concert.
C'est depuis 1987, avec le premier programme régional de pêche, que la COI a mis en œuvre ce genre d'initiatives. E€OFISH tire profit de ces décennies d'expérience tout en élargissant régulièrement son réseau d'institutions et de gouvernements concernés.
L'idée in fine étant de communiquer des techniques simples et transférables aux communautés locales pour améliorer leurs conditions de vie et ainsi favoriser une croissance économique équitable. Le stockage, la conservation ou le transport sont souvent mal maîtrisés et les pertes sont estimées de 30 à 70% pour les petits pêcheurs.

LES MEILLEURS PROTECTEURS SONT LES PETITS PÊCHEURS

Pour Vêlayoudom Marimoutou : « l'appauvrissement des ressources se traduit chez nous par un renforcement de la coopération, notamment avec la réactivation du PRSP (programme Régional de Surveillance des Pêches NDLR) », rappelant au passage l'impact désastreux de la pêche illégale dans nos eaux de l'océan Indien (26 bateaux de pêche illégaux ont été arrêtés depuis 2017).
Une pêche illégale estimée à une valeur de 10 milliards € chaque année au

niveau mondial aux dires de Vincent Degert qui souligne combien le partage d'expérience a déjà montré son efficacité mais « à condition que tous les pays coopèrent » mettant ainsi en exergue ceux qui, complices naïfs ou complaisants, laissent faire pour ne pas dire encouragent la pêche illégale. Parallèlement l'UE a déjà investi pas moins de 7,8 millions € dans 9 projets de promotion de la pêche artisanale, tant il est vrai que les meilleurs protecteurs de l'environnement sont les petits pêcheurs, dixit mr l'ambassadeur.
Une remarque reprise par Nandcoomar Bodha : « nous avons tous les grands partenaires, maintenant il faut réfléchir à intégrer les communautés des petits pêcheurs… » Le ministre invitant l'assistance à réfléchir à une tenue prochaine d'Assises de la pêche à Maurice. Le programme E€OFISH bénéficie de 28 millions € sur 4 ans (jusqu'en septembre 2024).
Jacques Rombi

2 centrales solaires et 2 barrages hydrauliques attendues cette année

Mandimbisoa R.

L'énergie renouvelable devrait avoir le vent en poupe à Madagascar cette année. La mise en place et la construction de deux nouvelles centrales solaires et deux grands barrages hydrauliques sont prévues en effet pour cette année 2021 .

Une centrale solaire hybride de la société Mada Green Power sera installée à Andranotakatra, dans le district de Mahajanga. Elle devrait produire jusqu'à 17 MW d'énergie. Pareillement, la société Oursun Green Power a également annoncé´ l'installation de trois centrales photovoltaïques sur des toits d'immeubles de la capitale. Elles auront une puissance totale de 11 MW et devront améliorer l'énergie fournie par la Jirama pour la ville d'Antananarivo.

Pour les projets de centrale hydroéléctrique, celui de Volobe dans la région Atsinanana est pour le moment le plus avancé. Le barrage produira une moyenne de 750 Gigawattheure (GWh) par an, soit près de 40% de la production électrique actuelle de Madagascar. Il permettra un accès à l'électricité à près de 2 millions de personnes. Celle du Sahofika, situé à 100km au sud-est d'Antananarivo, sur la rivière Onive injectera 205 MW dans la réseau de la Jirama et pourront approvisionner 8 millions de Malgaches. Les deux centrales devraient produire jusqu'à 1 650 GWh d'électricité´ propre par an, avec une puissance installée de 200 MW et aider la société d'eau et d'électricité malgache à combler ses défaillances en matière de production. Ces centrales ne seront toutefois opérationnelles qu'en 2023 pour Volobe et 2024 pour Sahofika.

Vanille Bourbon : Protéger l'or brun de Madagascar des maladies et des ravageurs

par Clara Grondin



CONTEXTE

La vanille est la première ressource agricole d'exportation, en valeur, de Madagascar qui produit environ 80 % de la vanille consommée dans le monde. Face à la demande croissante de vanille, le nombre de plantations augmente fortement dans le pays et en particulier dans la SAVA. Cette région formée des districts de Sambava, Antalaha, Vohemar et Andapa, fournit à elle-seule les trois-quarts de la production nationale.

Cependant, le très fort regain d'intérêt pour la plantation de vanilliers se heurte actuellement à la pénurie de boutures, aggravée par l'absence d'un système de production de boutures de qualité contrôlée. Cela fait peser un risque sanitaire à la vanilleraie malgache.

En effet, plusieurs maladies touchant les vanilliers sont facilement propagées parles transferts de boutures infectées, comme par exemple le virus de la mosaïque du Cymbidium (CymMV) et la fusariose provoquée par le champignon *Fusariumoxysporum*.

De plus, certains ravageurs, absents de Madagascar mais présents dans les pays environnants, comme par exemple la redoutable cochenille *Conchaspis angraeci,*pourraient être introduits à l'occasion d'importations de boutures infestées.

Afin de prévenir ces risques, Michel Grisoni, chercheur au CIRAD, dresse actuellement un état des lieux de la situation phytosanitaire de la vanilleraie malgache dans le cadre du projet EPIBIO OI. Le projet EPIBIO OI, co-financé par l'Union Européenne (programme Feder Intereg V) et la Région Réunion, vise à promouvoir une dynamique d'épidémiosurveillance et de biocontrôle dans le Sud-Ouest de l'OcéanIndien et à protéger les cultures des producteurs grâce à des solutions de lutte biologique.

En ce qui concerne la vanille malgache, l'objectif pour les scientifiques est double : connaître l'incidence actuelle des différentes maladies, particulièrement du CymMV, et proposer les mesures prophylactiques

permettant de diminuer leur impact ou prévenir l'introduction de nouveaux bioagresseurs.
La mission de Michel Grisoni en collaboration avec ses partenaires à Madagascar consiste à inspecter un panel de parcelles pour identifier les maladies présentes et à quantifier leur impact.

POINT D'ÉTAPE

Au moment de l'entrée en vigueur du confinement imposé par la crise sanitaire de la Covid-19, sur les 150 parcelles qui devaient être inspectées et échantillonnées entre décembre 2019 et avril 2020, 122 parcelles localisées sur 29 communes ont été visitées dans les quatre districts de la SAVA. Les missions complémentaires prévues dans les régions d'Ambanja, Mananara et Mahanoro seront reprogrammées une fois la circulation interrégionale rétablie à Madagascar.
Pour le dépistage sérologique du CymMV, 204 échantillons de feuilles ont été collectés et rapportés au laboratoire du CTHT à Toamasina. Cet échantillonnage, le plus important jamais réalisé, comportait 127 lots de feuilles de vanilliers ordinaires (*Vanillaplanifolia* dite *Gasy*), et 39 lots de feuilles de variétés hybrides (*Mexique,Tsy Taitra, Manitra ampotony* etc.*).* Après analyse, il apparaît qu'environ un tiers des parcelles de vanille *Gasy* de la SAVA sont virosées. D'autre part, près des deux tiers des plants de vanilliers des variétés hybrides (*Mexique*, *Tsy Taitra)* sont infectés par le CymMV, et par voie de conséquence, la plupart des parcelles de vanille *Gasy*virosées sont celles complantées avec des hybrides.



© Symptômes et dépistages du CymMV - Michel GRISONI, CIRAD

La fusariose, qui se traduit par des systèmes racinaires en perpétuel renouvellement entrainant l'épuisement des lianes, est omniprésente, mais avec une incidence variable selon les contextes pédoclimatiques et les modes de culture.



© Proliférations racinaires et dépérissements provoqués par la fusariose - Michel GRISONI, CIRAD

Durant la période d'observation, qui faisait suite à un épisode très pluvieux en fin d'année 2019, des dégâts importants de pourriture noire à *Phytophthora* ont été observés, notamment dans le district d'Antalaha.
Trois ravageurs d'incidence généralement mineure ont été recensés. Il s'agit de deux coléoptères appartenant aux genres *Perrisoderes* (*kakamenaloha*) et *Bradylema*(*kakamavo*) et de limaces (*lalinta*). Fort heureusement, aucun signe de présence de la cochenille *Conchaspis angraeci* n'a été repéré dans toutes les plantations visitées.
« La situation sanitaire des plantations de la SAVA n'est de mon point de vue pas particulièrement alarmante, mais pourrait être grandement améliorée. Une meilleure information des planteurs et surtout l'utilisation rationnelle du potentiel génétique présent dans le pays sont deux leviers puissants qu'il faudrait actionner pour y parvenir » indique Michel Grisoni à ce stade de la mission.

Threats of FADs on our fragile marine ecosystems



Transporting FAD onboard the boat to shore

The widespread use of Fish Aggregating Devices (FADs) in tuna fisheries is still considered as an important global management concern.
Currently in Seychelles, tuna purse seiners or tuna fishing vessels are deploying these man-made floating objects in large numbers.
Over 2016 and 2017, an annual mean of 10,800 FADs were deployed by the Spanish purse seiners (Zudaire, et al, 2018).
Equipped with echo-sounders and satellite buoys, the FADs are either anchored or untethered and free to drift on the ocean surface.
Purse seiners are able to track their own sets of FADs deployed and are able to collect data transmitted by the echo-sounders.
This is considered to be highly effective in choosing the right location to set seine nets.
While purse seine fleets benefit from improved catch rates and less operating costs, our fragile marine ecosystems is still adversely affected by the increasing presence of the non-biodegradable objects.
Most of the materials used to build the FADs, such as nets, ropes and fishing buoys are non-biodegradable and if abandoned or lost, their growth in the oceans contributes to marine pollution. If not intercepted promptly, they are washed up ashore by the ocean currents and are known to damage coastal habitats.
Sensitive marine fauna, such as sharks and turtles, are also negatively impacted once caught in the nets and unable to escape.
Besides, the long-term sustainability of certain vulnerable non-target species is jeopardized because once caught in seine nets they are not necessarily released back in the open sea.
In an effort to help address such issues, in 2016, the Island Conservation Society (ICS) became a partner of the FAD-Watch Project initiated by the Spanish tuna purse seiner fishing representatives (Opagac).

The project is a multi-sectoral initiative developed to prevent and mitigate the drifting FADs before they beach across several islands in Seychelles.
Coastal recovery is the current mitigation measure in response to alerts received from the FADs detection system.
Our staff on the islands are tasked to intercept and remove the FADs before they cross the EEZ of Seychelles and beach on the islands of Aride, Alphonse, Desroches, Farquhar and Silhouette. Instances when FADs are not intercepted on time they can cause considerable physical damage to coral reefs and seagrass meadows.
On February 23, 2020, ICS signed a memorandum of understanding (MoU) with SIOTI (Sustainable Indian Ocean Tuna Initiative) – an association comprising 42 purse seining vessels sailing under the flag of Seychelles, Mauritius, France, Spain and Italy.
The purpose of the MoU is to improve the FADs detection system so that alerts are sent directly to the ICS teams on the islands.
Our staff on the islands are now receiving alerts promptly hence better prepared to intercept the FADs swiftly and effectively before they cause serious damage to the coastal habitats.
The photos included in this article illustrate the devastating impacts of FADs on the thriving coral habitats and marine species.
Some photos also show our staff carefully removing FADs before they are washed ashore.
Some viewers may find some images offensive and we do apologise for any inconvenience caused, but our intention is to raise awareness of the issue to the general public.
We recently shared a post on our Facebook page, ICS Seychelles, and welcome the general public to participate in the current discussion on the use of FADs in our EEZ.
A lot of global organisations are raising awareness on this global issue such as #WWF and #greenpeace and local organisations such as SIF. ICS continues to do the same but also counts on the public to spread the message.
Tell us what you think about the use of FADs and what can be done to address the negative impacts of this non-biodegradable device on our fragile marine ecosystems.

Les Seychelles lancent la première campagne de vaccination, en Afrique, contre le Covid-19

By: **Rassin Vannier**

+

« C'est exactement comme si je recevais n'importe quel vaccin, j'encourage tous, les Seychellois à prendre son vaccin pour nous prévenir de cette maladie » a dit Wavel Ramkalawan président des Seychelles après avoir reçu son vaccin. (Rassin Vannier Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles **Wavel Ramkalawan** a été le premier Seychellois à avoir pris le vaccin Sinopharm contre le **covid-19** dimanche matin, à 10h00 à l'hôpital des Seychelles.
Le chef de l'État seychellois a voulu monter l'exemple à la population seychelloise, qui compte 95 000 habitants.
Cette campagne de **vaccination** était retransmise en direct sur les télévisions, et radios des Seychelles.
Le président Ramkalawan était accompagné de ses ministres, des députés de son parti et des différents dirigeants du pays, qui sont venus spécialement aussi pour prendre leur première dose de vaccin.
Le chef de l'État a tenu à remercier les Emirats Arabes Unis pour avoir donné les 50 000 doses de vaccins de la compagnie Sinopharm tout en ajoutant que le pays allait recevoir une autre donation des Émirats Arabes Unis de 20 000 vaccins d'une autre marque, qui sera administré aux personnes de plus de 60 ans.
« Quand on aura vacciné les 25 000 personnes, on sera le premier pays au monde en terme de programme de **vaccination**, cela voudra dire que l'on aura couvert 1/3 de la population » a dit Ramkalwan.





Le Vice president Ahmed Afif en haut et en bas le ministre de la peche et de l'Economie Francois Ferrari (Rassin Vannier, Seychelles News Agency)Photo License: CC BY

Les Seychelles devraient recevoir d'autres vaccins, pour compléter leur programme.
« Le gouvernement indien nous a fait don de 50 000 doses du vaccin Oxord AstraZeneca qui devrait arriver aux Seychelles avant la fin du mois de janvier » a dit le président Wavel Ramkalawan.
Le chef de l'État a été très encouragé par la générosité des Seychellois qui souhaitent contribuer dans la campagne de vaccination.
Il a indiqué qu'un compte spécial a été créé pour recevoir les financements.
Après avoir reçu le premier vaccin le président Ramkalawan a déclaré à la presse que tout s'est bien déroulé.
« C'est exactement comme si je recevais n'importe quel vaccin, j'encourage tous, les Seychellois à prendre son vaccin pour nous prévenir de cette maladie » a dit Ramkalawan après avoir reçu son vaccin.



Cette campagne de **vaccination** était retransmise en direct sur les télévisions, et r Seychelles. (Rassin Vannier, Seychelles News Agency) Photo License: CC BY

La première dame a également pris sa dose de vaccin.
L'ancien président Danny Faure était également présent pour recevoir sa première dose de vaccin Sinopharm.
« Je suis venu pour montrer un signe de solidarité, si l'on va tous dans le même sens, on peut vaincre cette maladie » a dit l'ancien président Danny Faure.
Les Seychelles envisagent de vacciner environ 70 % de la population d'ici 2 à 3 mois soit un total de 69 000 habitants.
Les premiers patients qui ont reçu ce dimanche leur première dose devraient recevoir dans 3 semaines une deuxième dose, pour garantir leur protection maximale, contre le virus du Covid.
Les Seychelles qui avaient réussi à contenir la maladie à seulement aux touristes font désormais face à une contamination au niveau communautaire.
C'est pour cette raison que le pays a décidé de commencer cette campagne de **vaccination** pour essayer, d'endiguer la propagation de la pandémie.
D'après le dernier bilan du covid aux Seychelles, le total de cas covid enregistré dans le pays est de 508 cas, dont 229 toujours positif, et un mort.
Pour la seule journée de samedi, 57 nouveaux cas ont été enregistrés et cela a poussé les autorités seychelloises à limiter les rassemblements et déplacements de la population.
Cependant, le pays n'a pas fermé ses frontières et les avions continuent leurs liaisons pour éviter que le principal pilier économique du pays ne s'effondre complètement.
Mais les touristes doivent rester dans leurs hôtels les premiers 10 jours de leurs vacances.

Bilan coronavirus : 234 nouveaux cas et cinq décès en une semaine

Inquiétant. C'est le moins que l'on puisse dire du bilan hebdomadaire du Coronavirus entre le 2 janvier et le 8 janvier. Le nombre des personnes testées positives à cette maladie ainsi que le nombre des décès ont connu une augmentation. En effet, 234 nouveaux cas sont recensés dans onze régions du pays dont 93 pour Analamanga, 9 pour Vakinankaratra, 16 pour Analanjirofo, 25 pour la Haute Matsiatra, 11 pour Vatovavy Fitovinany, 16 pour Amoron'i Mania, 48 pour Boeny, 2 pour Atsimo-Andrefana, 11 pour Menabe, 2 pour Diana. La barre des 18 001 cas est ainsi franchie depuis l'apparition de cette maladie au pays. 102 830 tests ont été, à ce sujet, réalisés sur tout le territoire national.

Par ailleurs, cette maladie continue toujours de faire des victimes. Cinq personnes ont succombé en l'espace d'une semaine. Trois d'entre elles sont répertoriées à Analamanga, une dans la Haute Matsiatra et une autre dans le Melaky. Madagascar compte jusqu'ici 267 décès. Concernant les personnes qui ont recouvré la santé, 149 sont déclarées guéries durant la période indiquée, portant à 17 447 leur nombre total en dix mois. Cependant, 23 patients sont encore sous traitement en ce moment et, d'après toujours ce rapport, ils ont développé la forme grave du Coronavirus.
Narindra Rakotobe

Al-watwan

COVID-19

7 décès à Mwali, vigilance recommandée

Les autorités sanitaires ont annoncé hier dimanche (17h 00) le décès de 7 personnes dont "leurs états étaient déjà assez critiques associés à des maladies chroniques", d'après la direction générale de la Santé. Les cas positifs sont en baisse mais le nombre de décès est monté en flèche ce week-end.

La situation sanitaire à Mwali reste inquiétante au regard des chiffres communiqués hier dimanche 10 janvier par le directeur général de la Santé, Dr Aboubacar Said Anly. Dans un communiqué, ce dernier a fait état de 7 décès enregistrés du samedi au dimanche 10 janvier. Le gouvernement avait mis les bouchées doubles pour renforcer le dispositif de prise en charge à Mwali avec du matériel sanitaire et un personnel médical déployés au centre hospitalier régional insulaire de Fomboni (Chri) et à l'Agence des musulmans d'Afrique (Ama). "Il n'y a aucun problème de prise en charge ni un manque d'oxygène dans ces deux sites", a précisé le directeur général de la Santé dans son communiqué où il appelle la population à se méfier des fake news et des rumeurs. Dans les deux autres îles, les mesures barrières ne sont pas suffisamment respectées, laissant planer le spectre d'un possible regain des contaminations.

